



Déclaration liminaire CTSD du 9 février 2017

**Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs, membres du CTSD,**

Nous nous réunissons ce jour pour préparer la carte scolaire de la rentrée 2017. A l'Unsa Education, nous regrettons que le groupe de travail de lundi dernier n'ait pas pu permettre d'amorcer le travail sur la carte scolaire. Nous pensions que ce groupe de travail se tiendrait comme ceux qui l'ont précédé, que nous serions amenés en effet à donner des informations sur des écoles que vous auriez déjà ciblées et à les compléter entre le groupe de travail et le CTSD. Il n'est pas question pour l'Unsa Education de proposer les écoles qui pourraient être en situation de fermeture.

Pour rappel le Comité technique ministériel consacré aux mesures de rentrée 2017 qui s'est tenu le 15 décembre a confirmé l'effort budgétaire important et indispensable inscrit dans la refondation de l'École puisque la dernière dotation de ce quinquennat prévoit 4311 emplois d'enseignants. Ces créations de postes doivent répondre notamment aux besoins suivants :

- Prendre en compte l'impact de la démographie
- Renforcer le dispositif plus de maîtres que de classes
- Augmenter les moyens de remplacement notamment pour la formation continue
- Accompagner les conventions ruralité.

Le comité technique académique a octroyé 14 postes au département des Deux-Sèvres avec un fléchage important sur les remplaçants. A l'Unsa Education, nous nous réjouissons d'un retour de la formation continue sur le temps scolaire mais cela reste largement insuffisant, beaucoup de collègues n'ont pas eu accès à la formation cette année, les jauges étant très réduites.

Pour l'Unsa Éducation, la réussite des élèves passe aussi par des enseignants formés, tant en formation initiale que tout au long de leur activité professionnelle. Les récentes enquêtes internationales d'évaluation des systèmes éducatifs l'ont une fois encore démontré : la formation continue, le développement professionnel des professeurs sont des leviers incontournables si l'on veut faire vivre, renforcer et poursuivre la première étape de la refondation que nous vivons.

Le protocole rural se voit accorder 2 postes. Nous avons fait un bilan d'étape de ce protocole rural, l'Unsa Education est favorable à une politique locale et concertée d'aménagement du tissu scolaire qui dépasse les ajustements aux évolutions démographiques et prépare l'avenir pour garantir une offre éducative de qualité. Pour l'Unsa Education les politiques de regroupements pédagogiques concentrés ou les fusions d'école ne sont pas condamnables à priori, elles doivent être conduites en partenariat avec l'ensemble des acteurs et doivent d'abord améliorer les conditions d'éducation des élèves et le travail des équipes.

L'Unsa Education est également favorable au dispositif PDMQDC – plus de maîtres que de classe. Les équipes qui en bénéficient ont su s'approprier ce dispositif qui vient compléter le travail des RASED. Pour l'Unsa Education il doit encore se développer. Certains RASED sont encore incomplets dans le département, le besoin de maîtres G est important. Le nombre d'enseignants travaillant dans ces réseaux d'aide doit augmenter car le nombre d'élèves par enseignant spécialisé est bien trop élevé. Actuellement les RASED sont obligés de faire des choix et les priorités sont alors de mise sur tel ou tel cycle au détriment des autres qui ont eux aussi leurs difficultés.

Enfin, nous espérons que ce CTSD ne laissera pas d'écoles avec des taux d'encadrement trop proches des seuils car nous savons combien les répartitions s'avèrent ensuite extrêmement compliquées, avec des classes surchargées, des inclusions compliquées, des conditions d'éducation plus difficiles et des conditions de travail pour les collègues détériorées.